

RELANCE SÉCURITAIRE — des conséquences désastreuses à prévoir si le gouvernement fédéral ne renouvelle pas l'aide d'urgence destinée au transport collectif qui vient à échéance le 31 mars

OTTAWA, 30 mars 2021 — La Coalition pour le transport collectif canadien (Keep Transit Moving Coalition), une coalition pancanadienne de groupes de défense des usagers des transports en commun, d'organisations communautaires et de syndicats, demande au gouvernement fédéral de prolonger l'Accord sur la relance sécuritaire finissant le 31 mars qui, plus tôt cette année, a accordé aux provinces plus de 2 milliards de dollars en financement opérationnel d'urgence pour le transport en commun. La coalition affirme que sans ce financement d'urgence, le gouvernement mettrait en péril non seulement les emplois des travailleurs du transport en commun, mais aussi ceux des travailleurs essentiels qui dépendent du transport collectif pour leurs déplacements.

Le 19 avril, le gouvernement publiera son premier budget en deux ans et il s'y retrouvera assurément des dépenses considérables afin de relancer l'économie. La majorité des Canadiens et Canadiennes croient que le transport en commun devrait être un élément clé de cette reprise. Un sondage effectué par [Probe Research](#) l'année dernière a révélé qu'une grande majorité de Canadiens (78 %) appuie un financement d'urgence des transports en commun.

«L'Accord sur la relance sécuritaire a fourni un financement d'urgence essentiel pendant cette période de crise. Non seulement ce soutien a-t-il été indispensable pour de nombreux Canadiennes et Canadiens qui dépendent quotidiennement des transports en commun, il s'avère également un élément crucial pour une relance verte, inclusive et équitable post-pandémie », a déclaré Sabaa Khan, directrice générale pour le Québec et l'Atlantique pour la Fondation David Suzuki

Le gouvernement a annoncé plus tôt cette année un investissement dans les transports en commun de 14,9 milliards de dollars sur huit ans. Ce financement est dédié à la construction de projets de transport en commun et aucune somme n'est prévue pour assurer le financement opérationnel, ce qui laisse un déficit important dans le soutien financier des activités quotidiennes des réseaux de transport en commun. La coalition prévient que cela entraînera des réductions massives de services et des pertes d'emplois qui auront des impacts négatifs importants sur l'économie.

« La fin de l'Accord sur la relance sécuritaire signifie la fin du financement d'urgence stable pendant cette période incroyablement difficile. Si les sociétés de transport ne reçoivent pas de soutien financier pour les opérations, nous subissons tous les conséquences d'une diminution de l'offre de ce service, a déclaré Sarah V. Doyon, directrice générale de Trajectoire Québec. En plus de contribuer à la relance économique, les services de transport collectif font partie des principaux éléments du filet social. Ils doivent être vus comme des services essentiels

contribuant à la vitalité économique du Canada, aux efforts environnementaux et à la lutte contre les inégalités sociales. »

Une approche proactive pour le transport collectif au sud de la frontière

Rappelons que la nouvelle administration américaine a adopté une approche proactive pour aider les organisations de transport en commun. Plus tôt ce mois-ci, le gouvernement américain a approuvé un accord qui a mis 30 milliards de dollars supplémentaires dans les coffres des agences de transport en commun durement touchées. Leur plan reconnaît que tout effort de relance qui se veut efficace et équitable doit donner la priorité à des transports en commun sécuritaires, fiables et abordables.

« Donner la priorité au transport en commun est maintenant un élément clé de l'action climatique aux États-Unis et cela doit l'être aussi au Canada », a déclaré John Di Nino, président du Syndicat uni du Transport (SUT Canada). « Si ce gouvernement prend au sérieux l'action climatique, la protection des emplois des travailleurs des transports en commun et des travailleurs essentiels et l'aide aux Canadiens et aux Canadiennes les plus marginalisées, il fera ce qu'il faut et prolongera l'Accord sur la relance sécuritaire afin de donner aux agences de transport partout au pays le financement dont ils ont besoin. »

-30-

À propos de la Coalition canadienne pour le transport collectif

Fondée au printemps 2020, cette coalition a vu le jour dans le but d'inciter le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à accorder une aide financière d'urgence pour le transport collectif suite aux effets dévastateurs de la crise sanitaire. Aujourd'hui, la coalition regroupe des associations d'usagers, des syndicats et des organisations environnementales, de partout au Canada. Les organisations composant la coalition ont en commun de militer pour offrir aux Canadiennes et aux Canadiens de toutes les régions des services de transport collectif de qualité et abordables. La coalition considère les transports collectifs comme des services contribuant à la vitalité économique du pays, aux efforts environnementaux et à la lutte contre les inégalités sociales.

Renseignements

Trajectoire Québec

Mathiew Furino
Chargé de communication
info@trajectoire.quebec
514 690-5294

Syndicat uni du Transport (SUT Canada)

Sam Hersh
Spécialiste des communications

sam@atucanada.ca

514-867-0799

David Suzuki Foundation

Manon Dubois

Directrice des communications

mdubois@davidsuzuki.org